Les crédits

Par exemple, contrairement à la Suisse et à la Belgique, où les groupes linguistiques occupent des territoires bien définis, les deux communautés linguistiques canadiennes sont disséminées à la grandeur du pays.

Notre pays a un réel intérêt à assurer que les communautés minoritaires de langues officielles participent pleinement à la vie sociale et économique de la société canadienne.

[Traduction]

Le Parti libéral a contribué plus que tout autre à la formation d'un Canada uni, d'un pays uni malgré sa diversité culturelle et linguistique. Nous continuerons d'œuvrer en ce sens. Notre vision du pays veut que tous les francophones et anglophones soient considérés comme des citoyens canadiens de première classe, peu importe où ils vivent au Canada.

[Français]

Le Canada s'est développé grâce à la collaboration qu'ont apportée les deux grandes familles linguistiques et il continuera de se développer dans l'unité de la prospérité, aussi longtemps que nous aurons la sagesse de défendre ce qui nous unit et le courage d'éliminer ce qui pourrait nous diviser.

[Traduction]

M. Elwin Hermanson (Kindersley—Lloydminster): Monsieur le Président, je suis heureux des observations du député de Carleton—Gloucester. Il est plaisant de voir qu'il s'est calmé. Du moins, j'ai eu l'impression que son discours venait du cœur.

Je voudrais citer au député quelques statistiques du recensement de 1991 et ensuite lui poser une question.

Naturellement, ma circonscription est quelque peu différente de la sienne. Il est possible que le bilinguisme tel qu'on le pratique en ce moment s'applique chez lui. Toutefois, dans Kindersley—Lloydminster où la population est de 63 871 habitants, 61 325 personnes ont dit, comme moi, parler l'anglais à la maison et 35 personnes, le français. Il y a aussi des langues non officielles, comme 130 personnes parlant le chinois, 40 l'espagnol et 1130 l'allemand, le groupe le plus important après l'anglais.

• (1625)

Une autre statistique intéressante: 61 645 personnes ne parlent que l'anglais, tandis que personne ne parle que le français, selon ce recensement.

Je voudrais maintenant aller quelques pages plus loin, jusqu'à la circonscription de Saint-Maurice, au Québec, la circonscription du premier ministre. La population est de 75 185, dont 555 qui ont dit parler l'anglais à la maison et 73 370, le français. Très peu d'allophones: 10 hispanophones, 60 germanophones et quelques autres. De tous ces gens, 45 personnes seulement ne parlent que l'anglais et 61 405 ne parlent que le français.

C'est donc dire que la circonscription de Carleton—Gloucester est loin d'être représentative du Canada. Dans Kindersley—

Lloydminster, par manque d'argent, on ferme des écoles et des hôpitaux, on réduit des services d'enseignement.

Je me demande si le député comprend le sentiment des gens qui voient fermer des services importants pour eux, en partie parce que l'on donne des services dans une langue officielle dont personne n'a besoin dans ma circonscription. Au nord de chez moi, il y a des autochtones qui étaient ici avant les anglophones et les francophones et dont la langue n'a pas de statut officiel.

Tout cela semble tout à fait injuste et inapproprié à l'aube du XXI^e siècle. C'est pour cela qu'il faut aller de l'avant. J'aimerais que le ministre se rende compte de cela et prépare le Canada pour le siècle prochain au lieu de regarder en arrière, vers le XIX^e siècle.

[Français]

M. Bellemare: Monsieur le Président, j'ai trouvé les propos du député de Kindersley—Lloydminster et leader en Chambre du Parti réformiste insensibles. Il nous a donné des statistiques et il nous a dit que, dans son comté, contrairement au mien, il y a très peu de francophones. Est-ce qu'il essaie de dire au Canada:

[Traduction]

On ne veut pas de français dans Kindersley—Lloydminster. Ou si vous êtes francophone, vous vous faites dire: «On se moque pas mal de vous et surtout n'osez pas poser de questions en français, notamment à votre gouvernement fédéral, même si c'est lui qui fournit les services.» Je me demande si cela traduit bien l'attitude du député, son dévouement pour le Canada et son désir de veiller au bien-être des minorités.

Il me semble que son attitude ressemble à celle de tous les autres députés réformistes qui sont intervenus jusqu'à maintenant dans ce débat. Il m'a demandé: «Comprend-il les sentiments des gens?» Comprend-il, lui, ce que signifie vraiment le terme «préjugé»? C'est une chose de nourrir des préjugés, mais toute autre chose d'en être la cible.

Permettez-moi de vous raconter une anecdote au sujet du premier emploi que j'ai obtenu à Ottawa. J'étais étudiant, j'avais 16 ans et j'occupais un emploi d'été. Un jour, j'ai oublié mon goûter. Je vivais au centre-ville. Je voulais appeler ma mère, parce que je savais qu'elle s'empresserait de prendre l'autobus pour venir me porter mon goûter. J'ai donc demandé à la secrétaire du bureau la permission de téléphoner à ma mère. Elle me l'a accordée.

J'ai donc appelé ma mère et je lui ai dit: «Maman, ne venez pas me porter mon goûter. Je l'ai oublié. C'est ma faute. J'irai moi-même le chercher. J'ai mon vélo. Ne vous en faites pas.» Au même moment, le surveillant de cette division du gouvernement fédéral m'a pris par le bras et m'a dit: «Jeune homme, que je ne vous reprenne plus à parler français dans mon bureau ou je vous congédie.»

Je me demande si le parti du député pense vraiment à ce qu'il dit. Je me demande si son parti pense vraiment à ce qu'il dit aux Canadiens français. Je pense que vous êtes tous une bande de bigots.